

**RECRUTEMENT ET RADICALISATION AU
SÉNÉGAL : MESURES POUR LA PRÉVENTION
DE L'EXTRÉMISME VIOLENT**



Briefing Paper
Juin 2021

**RECRUTEMENT ET RADICALISATIONS AU SÉNÉGAL :
MESURES POUR LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME
VIOLENT**

Même si le Sénégal n'a jamais connu d'attaques terroristes sur son sol, force est de reconnaître qu'il est devenu au cours des dernières années une importante source de départ, mais également de séjour et de passage de djihadistes étrangers.

Depuis 2012, une centaine de djihadistes Sénégalais ont réussi à rejoindre des groupes extrémistes violents (Boko Haram au Nigéria, État Islamique en Libye et en Syrie et Al-Qaïda au Maghreb Islamique et au Mali, devenu aujourd'hui Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM).

Les raisons d'enrôlement des djihadistes dans les groupes extrémistes violents varient en fonction des contextes et des pays.

Dans le cas du Sénégal, trois facteurs ont été observés comme étant les principales causes d'engagement des sénégalais dans les GEVs : religieux, socio-économique et politique.

Cependant, le pays a également enregistré au cours de ces dernières années de nombreux cas de retour, dont des cas de désengagement consécutifs à des déceptions par rapport à leurs attentes. En effet, le retour au pays de ces combattants djihadistes est une source d'inquiétude majeure pour les autorités sénégalaises. Et au regard du nombre important de djihadistes sénégalais ayant rejoint les différents groupes extrémistes violents ces dernières années, leur retour pourrait constituer une sérieuse menace pour la stabilité du pays, avec un fort risque de saper la cohésion sociale.

Ce Briefing Paper s'appuie sur des travaux effectués dans le cadre des masters du CHEDS qui sont synthétisés afin d'offrir de nouvelles pistes de réflexion.



Avec le soutien de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

PRÉFACE

La dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel a mis en évidence le besoin urgent de s'interroger sur les causes profondes du drame des populations vivant dans cet espace, naguère réputé terre de brassages et de rencontres harmonieuses. Le niveau d'insécurité généré par l'extrémisme violent, l'hybridation accentuée des menaces, l'absence d'indicateurs probants de stratégies de sorties de crise sont autant de facteurs qui militent pour une réaction collective à même de susciter de nouveau l'espoir.

Dans cette quête de solutions, le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité, (CHEDS) fidèle à sa vocation de favoriser l'appropriation des clés de lecture de l'environnement géostratégique sous-régional, a noué un dialogue fécond avec la « Division Paix et droits de l'homme » du Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DPDH/DFAE).

Ainsi, dans le sillage des « Conversations régionales » dont la première édition s'est tenue à Dakar, en 2016, le CHEDS s'est définitivement inscrit dans la trajectoire de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) dans le Sahel en général, et au Sénégal en particulier. En effet, le renouvellement de l'arsenal conceptuel de la lutte contre l'extrémisme dans le Sahel, au-delà de la critique du « tout sécuritaire », a besoin de mettre en orbite de nouvelles problématiques, parmi lesquelles l'approche préventive. Prévenir, c'est d'abord comprendre et circonscrire les causes profondes du mal ; c'est aussi questionner, en amont, les postures des différents acteurs, notamment les Forces de Défense et de Sécurité ; enfin et surtout, c'est partager les dynamiques collectives et le dialogue social favorisant l'éclosion de réponses efficaces basées sur l'anticipation... et non la réaction.

Pour accompagner cette dynamique, le CHEDS, à travers la publication d'une première série de quatre Briefing Papers (BPs), a décidé de valoriser le travail important fourni par ses auditeurs ces dernières années, sur des thématiques en lien avec l'extrémisme violent et sa prévention. Ces BPs répondent ainsi à une préoccupation commune au CHEDS et au DFAE, celle d'inscrire définitivement la PEV dans le vécu politique, législatif, doctrinal et opérationnel de nos Etats. Ils prennent en charge un aspect important de la dimension prévention fondée sur l'exploration multiforme des déterminants de l'extrémisme violent par une approche holistique, pluridisciplinaire et pleinement partagée.

C'est le lieu de renouveler notre gratitude à la DPDH/DFAE pour le soutien constant à nos programmes PEV dont l'ambition première demeure de susciter un large débat autour des problématiques soulevées. Avec l'espoir qu'à terme, ils participeront à une prise de conscience nouvelle fondée sur la vision formulée par le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour qui « l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes, fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent. »

Général de brigade Mbaye CISSE
Directeur Général du CHEDS

RECRUTEMENT ET RADICALISATIONS AU SÉNÉGAL : MESURES POUR LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT.

L'extrémisme violent est un fléau auquel le Sénégal ne semble pas être à l'abri, si l'on considère la situation sécuritaire actuelle au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Même si le pays n'a jamais connu d'attaques terroristes sur son sol, force est de reconnaître qu'il est devenu au cours des dernières années une importante source de départ, mais également de séjour et de passage de djihadistes étrangers. Des études récentes ont montré que le Sénégal occupe la première place en Afrique subsaharienne des pays fournisseurs de djihadistes à l'État Islamique et le huitième au rang mondial¹.

Des combattants sénégalais, dont des femmes, ont été signalés dans les rangs de plusieurs organisations terroristes telles que Boko Haram au Nigéria, État Islamique en Libye et en Syrie et Al-Qaïda au Maghreb Islamique et au Mali, devenu aujourd'hui Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM).

S'il est vrai que la problématique de l'extrémisme violent suscite de plus en plus de débats et de réflexions, il reste que l'enrôlement des djihadistes sénégalais dans les groupes extrémistes violents

et les cas de retours et de désenchantement de ceux-ci sont moins évoqués par les spécialistes et les cercles d'études.

Cette étude vise à analyser les facteurs d'engagement des sénégalais dans les groupes extrémistes violents, à appréhender les facteurs de désengagement et à identifier les implications éventuelles de leur retour. Elle repose essentiellement sur des données secondaires. A cet effet, des articles de presse, des articles académiques, des notes d'analyses et des rapports en lien avec l'extrémisme violent ont été consultés.

L'étude se base aussi sur les récits de vie des sénégalais présents dans les Groupes Extrémistes Violents (GEVs) disponibles dans la littérature et dans les réseaux sociaux, ainsi que sur les éléments ressortis de l'enquête sur les jeunes sénégalais, jugés et condamnés pour leur engagement auprès du groupe terroriste Boko Haram.

Cependant, du fait de la confidentialité des sources (les procès-verbaux d'audition étant classifiés), toutes les motivations des partants ne peuvent être connues.

Theories de la radicalisation, de l'enchantement et du disenchantement.

La radicalisation est un phénomène complexe. Par conséquent, toute tentative de définition se heurte à des difficultés. Toutefois, dans le cadre de la présente étude, on peut se référer à la définition proposée par Farad Khosrokhavar².

Selon cet auteur, la radicalisation « désigne le processus par lequel un individu adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel ».

L'intérêt de cette définition tient au fait qu'elle évoque plusieurs facteurs pertinents dans la compréhension de la radicalisation. En effet, bien souvent, les analyses autour du phénomène de la radicalisation se focalisent généralement sur le facteur religieux.

Cependant, face à la montée en puissance de l'extrémisme violent, avec les profils divers des radicalisés, la recherche est de plus en plus orientée vers d'autres facteurs³.

L'intérêt d'un tel changement de paradigme est de nuancer la

surinterprétation religieuse de l'engagement des djihadistes dans les rangs des groupes extrémistes violents.

Pour mieux comprendre les facteurs d'engagement, une grille analytique comprenant trois (03) niveaux est proposée. Il s'agit des niveaux micro, méso et macro.

Le niveau micro explique les motivations des partants sur la base d'une démarche biographique ou individuelle. Ce procédé consiste, en effet, à considérer les parcours de vie des radicaux, en essayant de comprendre les facteurs psychologiques qui président à leur engagement. Cela revient à s'interroger sur les ressorts psychologiques de l'engagement radical. A cet effet, on se référera, entre autres, aux travaux de Kruglanski et ses collaborateurs sur la quête du sens personnel⁴.

Cette démarche vient en complément à un autre niveau d'analyse dit intermédiaire ou méso, où le phénomène de la radicalisation est abordé en articulation avec les dynamiques sociales collectives⁵.

De façon plus spécifique, ce sont les effets de groupe ou les influences communautaires qui sont invoqués comme étant à l'origine de la radicalisation du djihadiste.

Il s'agit d'une approche psychosociale qui met en avant le poids des aléances locales ainsi que celui des interactions sociales ⁶.

Enfin, faire une analyse macro revient à expliquer l'extrémisme violent en s'intéressant aux actions des États et les conséquences de la mondialisation. Les décisions des pouvoirs publics, la modernisation ainsi que l'évolution des rapports internationaux constituent souvent des sources de radicalisation.

En outre, une autre approche consiste à étudier le phénomène extrémiste à travers le concept de désengagement. Il s'agit d'interroger les facteurs qui poussent les combattants à mettre un terme à leur engagement radical.

Cette approche est très intéressante en ce sens que, comme le rappelle Olivier Fillieule⁷, elle permet de comprendre de «*manière inversée*» les conditions de basculement dans la radicalisation violente. A cet effet, Peter Neumann associe par exemple le désengagement à des émotions auto-conscientes comme la tristesse, l'insatisfaction, le regret ou encore la culpabilité.

Les candidats au djihad finiraient par tomber dans une espèce de désenchantement après s'être confrontés à la réalité de la violence extrémiste.

FACTEURS D'ENGAGEMENT

Les raisons pouvant inciter des sénégalais à s'engager dans l'extrémisme violent sont multiples et variées. Cette étude insiste sur trois principaux facteurs qui motivent l'engagement des sénégalais dans les GEVs. Il s'agit du facteur religieux, de l'environnement socio-économique et du contexte politique.

L'exclusion, la marginalisation

L'«islam sénégalais» est majoritairement confrérique⁹ ; les confréries les plus en vue sont la Tidjannya, la Mouridiyya, la Khadiriyya et les Layene. Les guides religieux de ces confréries, jouissent d'un profond respect et d'un amour aveugle de la part de leurs disciples, et sont de véritables régulateurs sociaux.

En plus de ces confréries, on trouve des courants religieux, relativement nouveaux, se réclamant principalement du Wahhabisme et du Salafisme. Ils s'inspirent de la tradition prophétique (sunna) et des « pieux prédécesseurs » (salafs) et rejettent le soufisme incarné par les confréries au Sénégal.

Ces courants dont l'émergence a été notée au Sénégal à partir des années 1970, véhiculent une pratique religieuse jugée plus ou moins rigoriste de l'islam¹⁰.

Leur discours, perçu comme hostile aux confréries, constitue trop souvent une source de tensions avec les adeptes de ces dernières. Et contrairement aux confréries dites traditionnelles, ils ne jouissent que de très peu de reconnaissance et de respect de la part de l'État.

Ce sentiment d'abandon par les pouvoirs publics est d'autant plus renforcé que les autorités semblent le plus souvent se ranger du côté des confréries en cas de désaccord.

En 2011, après qu'un imam salafiste a tenu un discours offensant lors de son prêche, à l'endroit d'une confrérie, un groupe d'individus se réclamant de cette dernière, a saccagé son domicile et brûlé sa mosquée¹¹.

Les disciples de ce dernier se sont indignés, du fait que, non seulement les auteurs de ces actes n'ont pas été punis par la loi, mais également, de la décision du préfet qui a émis un arrêté ordonnant la fermeture de leur mosquée.

Leur frustration semble être exacerbée, par les déclarations du Ministre de l'intérieur, qui leur aurait dit que « la minorité doit se soumettre à la loi de la majorité »¹².

Ces événements ont convaincu une grande majorité de la communauté salafiste du peu d'attention dont ils font l'objet de la part des autorités publiques. Ce sentiment de rejet et d'exclusion les a poussés à mettre en place des groupes d'auto-défense, en apprenant les arts martiaux, pour disant-ils, se protéger et protéger leur leader.

Cette situation de marginalisation dans la société sénégalaise a favorisé une quête d'identité en eux.

Cela a également suscité l'idée d'aller trouver refuge dans des terres où ils sont acceptés comme ils sont et beaucoup ont trouvé le Nord-Est du Nigéria, dans la forêt de Sambisa, fief de Boko Haram, comme un endroit idéal, répondant à leurs critères, c'est-à-dire un lieu de pratique cultuel apaisant et uniforme et un cadre géographique répondant à leur désir d'identification et d'acceptation.

Facteurs religieux

La religion est aussi un facteur important d'engagement des djihadistes sénégalais dans les groupes extrémistes violents.

De nombreux jeunes de ces nouveaux courants religieux s'identifient de moins en moins à la société sénégalaise où, du fait de la laïcité, certaines pratiques pourtant contraires à l'islam sont tolérées voire explicitement autorisées.

Ils reprochent également aux confréries de fêter le Magal ¹³ et le Gamou (célébration de la naissance du prophète), des pratiques qui seraient selon eux des innovations (bida'a), donc contraires à un islam authentique.

L'envie de vivre un islam authentique, dénué de tout associationnisme, dans un environnement où seule la charia (la loi islamique) est appliquée, a conduit certains de ces jeunes à rejoindre l'État Islamique en Libye et en Syrie.

Ce choix peut s'expliquer par le fait que ce groupe, qui venait d'être créé, avait le vent en poupe, avec une puissante machine de propagande.

En plus, le groupe extrémisme violent semblait leur offrir ce qu'ils cherchaient, c'est à dire un cadre idéal. En 2016, un jeune djihadiste Sénégalais parti rejoindre l'État islamique en Libye, exprimait ainsi sa joie sur les réseaux sociaux : « Oh mon frère, comme c'est beau de vivre sous la charia ». ¹⁴

En outre, il ressort de notre recherche que la majorité des combattants sénégalais ayant rejoint la Libye sont des étudiants, qui ont fait des études poussées soit en Islam soit à l'école française, avec une bonne maîtrise de l'outil informatique. A dessein, ils utilisaient un français soutenu pour montrer que leur engagement n'est pas le fait d'un quelconque hasard ou d'une quelconque naïveté. L'exemple des étudiants à la Faculté de Médecine de l'Université Cheikh Anta Diop est très édifiant.

Ce profil particulier de combattants sénégalais pose le problème de la radicalisation en milieu universitaire au Sénégal. Dans ce milieu, la religion est très présente à travers une forte implantation de mouvements religieux.

Avec un niveau d'étude élevé, une bonne connaissance des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), ainsi qu'une ouverture sur le monde, les étudiants apparaissent comme une couche sociale potentiellement perméable au discours extrémiste, mais également, à la cyber-radicalisation.

Facteurs politiques

Au Sénégal, l'engagement des jeunes sénégalais dans les GEVs revêt aussi une dimension politique non négligeable. Il s'agit d'une forme de rejet des idéologies occidentales. L'attrait qu'exerce Boko Haram sur les combattants sénégalais est à ce titre révélateur.

En effet, ce groupe terroriste revendique avec force sa posture anti occidentale, d'où le nom Boko Haram, qui littéralement veut dire « l'éducation occidentale est un péché ».

La plupart des extrémistes voient donc en l'Occident un grand ennemi de l'Islam. Et tout allié de l'Occident devient par la même occasion un ennemi de l'islam.

Ce rejet du modèle occidental est par ailleurs le résultat de profondes frustrations liées à un passé colonial jugé douloureux et injuste. Il s'agit donc d'opposer à l'hégémonie culturelle occidentale une forme de terreur à laquelle la religion donne une justification idéologique.

Dans l'entendement des djihadistes, les principes laïcs et républicains défendus par l'État du Sénégal, avec la bénédiction de la France, sont un moyen détourné de combattre l'islam. Ces principes n'offriraient pas un cadre propice à la foi islamique,

mais seraient aussi culturellement et politiquement inadaptés au contexte sénégalais.

Par ailleurs, l'engagement de troupes sénégalaises auprès de forces internationales de lutte contre l'extrémisme violent au Mali par exemple, est interprété par les djihadistes sénégalais comme une trahison de l'islam. Sous ce rapport, le Sénégal constitue une cible dans la mesure où les extrémistes pourraient chercher à attaquer les intérêts occidentaux, notamment ceux de la France, très importants dans le pays.

En 2018, un des principaux dirigeants du GSIM, Amadou Koufa, qui est par ailleurs le fondateur du front libération du Macina avait fait une déclaration appelant les peuls à porter le jihad dans plusieurs pays africains dont le Sénégal.¹⁵

Facteurs économiques

Si l'aspect économique n'est pas ressorti des éléments d'audition disponibles dans la presse locale, il demeure néanmoins un important aspect à prendre en considération dans cette étude, car constituant l'un des principaux facteurs de radicalisation et d'engagement des jeunes en Afrique de l'ouest.

En effet, la pauvreté et le chômage représentent un important facteur de vulnérabilité, surtout chez les jeunes. Les djihadistes, dans leur logique d'agrandir leurs rangs, s'appuient fondamentalement sur ce levier pour recruter une couche de la population désespérée. Des études récentes ont montré par exemple qu'au Mali, des jeunes ont rejoint des groupes terroristes pour développer une activité génératrice de revenus ou renforcer une activité déjà existante¹⁷.

Au Sénégal, le chômage est un problème social très sérieux aussi bien en milieu rural que dans les zones urbaines. Il touche différentes couches sociales et est apprécié différemment selon qu'il concerne les femmes, les hommes, les jeunes, les diplômés ou les personnes âgées.

Selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), le niveau de chômage des personnes âgées de 15 ans ou plus est évalué à 16,9% au quatrième trimestre de 2019¹⁸.

Ce phénomène est légèrement plus noté en milieu rural où 18,7% de la population active est au chômage contre 15,5% en zone urbaine. Selon le sexe, le chômage affecte davantage les femmes (27,6%) que les hommes (8,6%)¹⁹.

Cette vulnérabilité socio-économique pourrait non seulement faciliter la radicalisation notamment dans les périphéries urbaines, mais également, être exploité par les groupes extrémistes violents.

Dans une étude menée par Timbuktu Institute sur les facteurs de vulnérabilité des jeunes de la banlieue dakaroise, la nature des réponses aux questions sur les raisons qui pousseraient les jeunes à combattre auprès des groupes terroristes est très révélatrice du lien qui existe entre les défis socio-économiques des jeunes et leur potentiel engagement dans l'extrémisme violent²⁰.

En effet, selon les résultats de cette enquête, 45 % des répondants estiment que le chômage et la pauvreté seraient les principales raisons de cet engagement.

Motifs du désenchantement

Il arrive souvent que les djihadistes engagés aux côtés des groupes extrémistes violents désenchangent et demandent à rentrer chez eux. Ceci concerne le plus ceux engagés pour des motifs religieux. Pour sa part, le Sénégal a connu des cas de désengagement consécutifs à des déceptions par rapport à leurs attentes.

Il est rapporté par la presse locale que des djihadistes sénégalais qui étaient engagés dans les rangs de Boko Haram dans le but d'« approfondir la connaissance islamique » ont fini par désenchanter, car n'ayant pas trouvé ce qu'ils cherchaient²¹.

IMPLICATIONS DU RETOUR DES DJIHADISTES AU SÉNÉGAL

Le retour au pays des combattants djihadistes est une source d'inquiétude majeure pour les autorités sénégalaises. En effet, après la défaite de l'État Islamique en Syrie et l'intensification des combats contre les groupes djihadistes en Libye, de nombreux combattants ont pris le chemin du retour dans leurs pays respectifs ou dans des pays tiers.

Au regard du nombre important de djihadistes sénégalais ayant rejoint les différents groupes extrémistes violents ces dernières années, il est légitime de questionner les risques liés à leur retour.

Le premier risque est l'implantation de cellules djihadistes dans le pays. En effet, ces combattants retournent dans leur pays très souvent avec l'intention de continuer le Jihad chez eux, en installant des cellules ou transposant les connaissances acquises en termes de combats asymétriques et de maniement d'armes.

Il est revenu d'ailleurs des auditions du procès des 29 présumés terroristes en 2016 que parmi les groupes des revenants, certains avaient un projet d'implantation d'une base djihadiste au sud du Sénégal, en Casamance, avec un projet d'extension en Gambie et dans les deux Guinées voisines²².

En plus, le retour des djihadistes pourrait constituer une sérieuse menace pour la stabilité du pays, avec un fort risque de saper la cohésion sociale. Il est connu que parmi les djihadistes sénégalais, certains nourrissent un sentiment de haine à l'égard des confréries religieuses. Les différents discours avant et pendant leur engagement peuvent en dire long sur cette répulsion.

Ainsi, il n'est pas exclu qu'ils s'en prennent aux confréries religieuses, à l'occasion de leurs événements religieux tels que le Gamou ou le Magal. Une éventuelle attaque pourrait provoquer des tensions inter confrériques ou communautaires sans précédent.

LES MESURES PREVENTIVES PRISES PAR L'ÉTAT DU SÉNÉGAL

La prévention de l'extrémisme violent est inscrite au premier plan de l'agenda sécuritaire du Sénégal.

Très tôt, l'État a mis sur pied un arsenal de mesures en vue de prévenir ce fléau. Les mesures prises sont de nature juridique, sécuritaire, communautaire et religieuse. Elles consistent aussi en la mise sur pied de programmes de développement destinés à améliorer le climat économique et social. Sur le plan sécuritaire, le Sénégal n'a pas attendu que la sous-région soit embrasée par les extrémistes pour se doter de mécanismes de prévention contre l'extrémisme violent. Ainsi, l'État a mis en place en 2003, une cellule de lutte anti-terroriste²³.

Cette structure placée sous la tutelle du ministère de l'intérieur a pour objectif de prévenir tout acte terroriste au niveau national, ou à partir du territoire national.

En 2016, le Sénégal a renforcé son dispositif de lutte anti-terroriste en créant le Cadre d'Intervention et de Coordination Interministériel des Opérations de Lutte Anti-terroriste (CICO)²⁴.

Cette structure qui regroupe différents démembrements de l'État, a pour mission d'assurer la veille stratégique et de faire le point mensuellement sur la situation sécuritaire en lien avec le terrorisme. Elle coordonne également l'action des interventions en matière de lutte contre le terrorisme.

Ce dispositif de prévention est complété par la Loi n° 2016-33 du 14 décembre 2016 relative aux Services de renseignement qui spécifie les missions de ces derniers en matière de terrorisme et de criminalité transnationale²⁵.

En son article 4, il est précisé qu'« en matière de terrorisme, de criminalité organisée ou de trafics internationaux, les services spéciaux de renseignement peuvent procéder à des enquêtes judiciaires, ouvertes au moment le plus opportun, lorsqu'il résulte des renseignements et indices dont ils disposent une présomption de crime ou de délit ». Il ressort de cette loi le renforcement des mécanismes juridiques de prévention du terrorisme.

L'État du Sénégal a fait de la prévention de l'extrémisme une affaire inclusive en associant toutes les populations. Les autorités administratives locales sensibilisent jusque dans les villages. Les habitants sont invités à signaler tout acte anormal ou la présence suspecte d'une personne étrangère.

Le volet religieux est non négligeable dans l'architecture mise en place par l'État. La majorité des sénégalais pratiquent un islam confrérique à priori très tolérant. L'État compte beaucoup sur les guides religieux qui exercent une grande influence auprès de leurs milliers de fidèles.

La prévention de l'extrémisme violent au Sénégal comporte également un important volet économique. L'objectif visé est de créer les conditions d'un développement qui profite à toutes les couches de la population à travers des programmes d'insertion et une politique de réduction du chômage des jeunes.

Il est en effet établi qu'une jeunesse désœuvrée, sans espoir de lendemains meilleurs, est prompte à aller trouver refuge dans la violence.

Ainsi, dans le but de créer les conditions d'épanouissement de cette jeunesse, beaucoup d'initiatives ont vu le jour.

C'est dans cette optique qu'en novembre 2017, un programme dénommé Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) a été initié par le gouvernement sénégalais pour faciliter l'auto-emploi chez les jeunes.

L'Etat du Sénégal a également mis en place le Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA).

Ce programme, créé en 2016, met en avant l'articulation équité territoriale et développement. Il comporte trois volets importants que sont le désenclavement, le développement durable et la sécurité frontalière.

Compte tenu de la porosité des frontières face à la menace terroriste, un tel programme pourrait contribuer à amoindrir les risques d'enrôlement de populations pauvres vivant à proximité de groupes terroristes qui opèrent dans la sous-région.

En outre, conscient de l'acuité des difficultés économiques et de la pauvreté en milieu rural, le gouvernement sénégalais, avec l'appui technique du Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) a mis en place en 2015, le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC). Il s'agit d'une initiative ambitieuse visant à impulser une dynamique de croissance économique intégrée avec l'objectif de réduire les inégalités entre zones urbaines et zones rurales.

CONCLUSION

Les motivations de ralliement des sénégalais vers les groupes d'extrémistes violents transcendent le facteur religieux et incluent l'exclusion, la marginalisation, des raisons politiques, économiques et socio-culturelles.

Ceci doit inciter l'État du Sénégal à adopter des approches multiples qui vont au-delà du renseignement ou de la coopération sous régionale, en mettant en place divers programmes prenant en charge les diverses facettes de la problématique.

Elles s'inscriraient dans la conception et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent qui viendrait compléter l'arsenal en place pour lutter contre le terrorisme.

Les communautés, devraient, elles aussi, s'impliquer non seulement en qualité de relais des initiatives gouvernementales, mais surtout en tant qu'incubatrices de solutions novatrices, adaptées aux réalités locales.

La recherche devrait être à l'écoute de tous ces processus « top -down » et « bottom-up » pour les capitaliser, les diffuser aux acteurs pertinents et ainsi favoriser le développement d'une réelle culture de prévention de l'extrémisme violent au Sénégal.

Recommandations

L'Etat du Sénégal devrait :

- privilégier l'approche ascendante du renseignement. Il s'agirait de mécanismes d'intervention utilisant les pratiques et savoirs populaires, notamment dans l'identification et le signalement de personnes sous influence extrémiste ;
- définir une stratégie nationale de prévention de lutte contre l'extrémisme violent, en prenant en compte toutes les dimensions (politique, sociale, économique, religieuse) de la radicalisation ;

- associer les différentes sensibilités religieuses dans la prévention de l'extrémisme violent ;
- encadrer l'exercice du culte religieux dans l'espace universitaire ;
- surveiller les établissements scolaires et universitaires et les mouvements associatifs qui semblent devenir des incubateurs des GEVs ;
- mettre en place des programmes de déradicalisation pour les sénégalais qui se sont désengagés des GEVs ; cela pourrait se traduire par la mise sur pied d'activités de réinsertion sociale avec une prise en compte de la diversité générationnelle et sociodémographique des cibles. Tous ces programmes doivent faire l'objet d'un suivi permanent de la part des acteurs étatiques ;
- avoir une approche holistique de la défense et de la sécurité prenant également en compte la territorialisation afin d'être plus efficaces ;
- renforcer et capitaliser la recherche sur ce thème pour faciliter la prise de décision, la formation , la communication sur la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal ;

- réaliser des études approfondies sur l'engagement des femmes dans les GEVs. L'objectif consisterait à réaliser un profilage de ces actrices : parcours scolaires, territoires d'origine, réseaux communautaires, statut matrimonial, etc. afin d'orienter l'Etat vers des interventions ciblées ;
- soutenir les initiatives existantes de gestion des frontières et de la migration ;
- améliorer l'environnement économique et créer les conditions d'un développement plus inclusif et respectueux des réalités socioculturelles locales.

Les communautés devraient :

- avec l'accompagnement de l'Etat, s'impliquer en qualité de relais des initiatives gouvernementales ;
- mettre sur pied des mécanismes parallèles de prévention de l'extrémisme violent, en impliquant par exemple les chefs religieux et coutumiers locaux ;
- impliquer les femmes et les jeunes pour œuvrer de concert avec les autorités locales pour une approche holistique de la prévention de la radicalisation et du recrutement ;

NOTES DE BAS DE PAGES

¹ ZELIN Aaron Y., 2018, Report: Foreign Fighters in Libya, wilson center, February 16 – <https://www.wilsoncenter.org/article/report-foreign-fighters-libya> , lien consulté le 2 février 2021

² KHOSROKHAVAR Farhad, 2014, Radicalisation, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Interventions », p. 192

³ Le motif religieux est parfois circonstanciel et permet de donner un cachet plus sensationnel à la terreur extrémiste. Des éléments comme l'exclusion sociale ou la marginalisation économique sont à intégrer pour une analyse plus fine du phénomène terroriste.

⁴ KRUGLANSKI A.W., CHEN X., DECHESNE M., FISHMAN S. & OREHEK, E., 2009, Fully committed: Suicide bombings' motivation and the quest for personal significance. Political Psychology, researchGate, https://www.researchgate.net/publication/284471333_Fully_Committed_Suicide_Bombers'_Motivation_and_the_Quest_for_Personal_Significance , lien consulté le 5 février 2021

⁵ QVOTRUP JENSEN Sune et LARSEN J.F., 2019, Sociological perspectives on Islamist radicalization – bridging the micro/macro gap. European Journal of Criminology. May.

⁶ PORTA Donatella Della, 2012, «Radicalization: A Relational Perspective», Annual Review of Political Science, Vol. 21:461-474

⁷ FILLIEULE Olivier, 2012, « Le désengagement d'organisations radicales. Approches par les processus et les configurations » in Pascale DUFOUR, Graeme HAYES et Sylvie OLLITRAUT, 2012, Présentation : radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle « norme » politique ? Lien social et Politiques, (68), 7–12.

⁸ NEUMANN Peter, Directeur du Centre International pour l'étude de la radicalisation et de la violence politique et professeur d'études de sécurité au King's College de Londres.

⁹ LASPAD-UGB. Observatoire africain du religieux, 2017, Le péril jihadiste à l'épreuve de l'islam sénégalais, Janvier - <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/oir/le-peril-jihadiste-l-epreuve-de-l-islam-senegalais.html>, lien consulté le 5 février 2021

¹⁰ MANE Idrissa, 2018, Les « ibadou » du Sénégal. Logiques religieuses, logiques identitaires, thèse de doctorat en ethnologie-anthropologie, Université de Pau et des pays de l'adour, décembre - <file:///Users/mrkane/Downloads/thesemaneidrissa.pdf>, lien consulté le 22 février 2021

¹¹ Leral.net, 2011, « Diourbel : La mosquée de l'Imam Ndour incendiée ce samedi, le préfet ordonne sa fermeture », Lundi 12 décembre - https://www.leral.net/Diourbel-La-mosquee-de-l-Imam-Ndour-incendiee-ce-samedi-le-prefet-ordonne-sa-fermeture_a23174.html , lien consulte le 4 février 2021

¹² Dakaractu.com 2018, « L'accusé Ibrahima Ndiaye : La déclaration de Me Ousmane Ngom qui a radicalisé Moussa Mbaye », Mardi 24 avril - https://www.dakaractu.com/L-accuse-Ibrahima-Ndiaye-La-declaration-de-Me-Ousmane-Ngom-qui-a-radicalise-Moussa-Mbaye_a150855.html, article consulté le 5 février 2021

¹³ Le Magal de Touba est la plus importante fête religieuse de la confrérie mouride (musulmane) du Sénégal. Il commémore le départ en exil au Gabon du fondateur de la confrérie Ahmadou Bamba en 1895.

¹⁴ France 24 (2016) Ces Sénégalais qui affichent sur Facebook avoir rejoint l'État islamique, <https://observers.france24.com/fr/20160129-senegal-facebook-etat-islamique-libye-syrte-jihadisme-sadio-gassama>, article consulté le 23 février 2021

¹⁵ ROGER Benjamin, 2018, «Mali : Amadou Koufa, le visage peul d'Al-Qaïda », Jeune Afrique, 20 novembre, <https://www.jeuneafrique.com/mag/665565/politique/mali-amadou-koufa-le-visage-peul-dal-qaida/> (lien consulté le 26 mars 2021)

¹⁶ CACHALIA Raeesah Cassim, SALIFU Uyo et NDUNG'U Irene, 2016, «Les dynamiques de la radicalisation des jeunes en Afrique. Revue des faits», Article ISS 296, Août <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/Paper296-FR.pdf> (lien consulté le 26 mars 2021)

¹⁷ THEROUX-BENONI Lori-Anne et al., 2016, Jeunes « djihadistes » au Mali Guidés par la foi ou par les circonstances ? Institut d'études et de sécurité, Note d'analyse 89, août <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/policybrief89-fr-v3.pdf> (lien consulté le 26 mars 2021)

¹⁸ ANSD (2019), Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal Quatrième trimestre 2019, Note d'informations

¹⁹ Ibid

²⁰ SAMBE Bakary, BA Mouhamadou, DUCHENNE Geneviève, HANNE Yague S., MBAYE Mame Seyni, 2016, «Facteurs de radicalisation perception du terrorisme chez les jeunes dans la grande banlieue de Dakar», Timbuktu Institute African Center for Peace Studies

²¹ Dakaractu.com, 2018, « Abdou Khadir Cisse, Moustapha Diop, Aboubacry Gueye et Moussa Mbaye ou la machine à recruter pour Boko Haram et la branche libyenne de l'État islamique » - https://www.dakaractu.com/Moustapha-Diop-Aboubacry-Gueye-et-Moussa-Mbaye-ou-la-machine-a-recruter-pour-Boko-Haram-et-la-branche-libyenne-de-l_a151427.html, lien consulté le 5 février 2021

²² MAILLARD Matteo, 2018, « A Dakar, 29 djihadistes présumés et un projet de califat en procès », 11 avril - https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/11/a-dakar-29-djihadistes-presumes-et-un-projet-de-califat-en-proces_5284145_3212.html , article consulté le 22 février 2021

²³ Journal Officiel, Arrêté ministériel n° 5457 M.INT.CAB en date du 24 juin 2004

²⁴ Décret n° 2016-946 du 08 juillet 2016 - <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article10931>

²⁵ Loi n° 2016-33 du 14 décembre 2016 relative aux Services de renseignement, J.O. N° 6984 du samedi 07 janvier 2017, <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article10999#:~:text=Son%20organisation%20est%20fix%C3%A9e%20par%20d%C3%A9cret.&text=Article%20premier.,int%C3%A9r%C3%AAts%20fondamentaux%20de%20la%20Nation.>

Mouhamadou KANE

Chercheur au Centre des Hautes Études
de Défense et de Sécurité (CHEDS).

Dr KANE est titulaire d'un doctorat en Relations Internationales à l'Université de Jilin, en Chine. Avant de rejoindre le CHEDS, il a travaillé tour à tour à Guilin university of Electronic Technology, en Chine, comme enseignant-chercheur et à Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime (ENACT) de l'Institut d'Etudes et de Sécurité (ISS), comme chercheur.

Editing : Professeur Aly TANDIAN,
Dr (Ph.D) Christiane AGBOTON JOHNSON



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

**Boulevard de la Défense x Rue du Port, derrière la BCEAO siège
BP: 4705 Dakar - Sénégal Tél: +221 33 822 91 67**

www.cheds.gouv.sn